



Réforme de la Politique agricole commune

M A I N T E N A N T

OU J A M A I S

www.verts-ale.eu

LES VERTS

AU PARLEMENT EUROPÉEN APPELLENT À :

1

UNE PAC PLUS JUSTE

20% des exploitations agricoles accaparent 80% des aides directes de la PAC

20% des exploitations agricoles accaparent 80% des aides directes de la PAC. Dans tous les Etats membres, une poignée de producteurs agro-industriels reçoivent plus de 300 000 € par an. Pas étonnant qu'ils soient "compétitifs" et puissent s'agrandir aux dépens de leurs voisins.

En France, les 160 plus grandes exploitations accaparent 123 millions d'euros, autant que ce que touchent les 100 000 plus petites fermes. Une mesure simple permettrait de corriger cette injustice : instaurer un plafonnement du versement des aides directes à 100 000 € par exploitation.

Cette mesure permettrait dans l'Europe à 27 de récupérer près de 7 milliards d'euros par an sur 40 milliards et en France, plus de 850 millions. Cette marge de manœuvre nous permettrait de redistribuer les soutiens publics de manière plus équitable entre les Etats membres et entre les agriculteurs, tout en facilitant l'émergence de pratiques agricoles moins polluantes et en soutenant l'emploi dans les zones rurales.

Autre urgence: l'abandon des subventions aux exportations qui lamentent encore l'agriculture familiale dans les pays du Sud. Le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire ne pourront être respectés qu'en développant des agricultures locales et vivrières, en soutenant les circuits courts et en instaurant un commerce équitable dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud.

L'équité et la solidarité doivent rester les piliers de l'Union européenne. La PAC, politique centrale d'intégration européenne, a garanti notre sécurité alimentaire depuis cinquante ans. Elle doit permettre de renouer un contrat social entre les paysans et les citoyens.



1

2

3

4

5

6

La PAC doit être réformée pour aider les paysans à produire de manière moins polluante et permettre aux citoyens de s'alimenter avec des aliments plus sains. L'agriculture biologique doit être un objectif à atteindre progressivement pour l'ensemble des agriculteurs afin que "manger bio" ne soit pas le privilège d'une minorité.

En soutenant la rotation des cultures et en bannissant la monoculture, la PAC réduira l'utilisation d'engrais et de pesticides, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.

La préservation de la biodiversité cultivée, l'amélioration des sols, la protection de nos ressources en eau et le bien-être animal sont les garanties à long terme du maintien de nos capacités de production et de notre sécurité alimentaire. Les vaches ont besoin de prairies et de protéines produites localement plutôt que de soja OGM importé.

La taille des troupeaux doit être en équilibre avec la taille des surfaces disponibles et les élevages industriels hors-sol doivent progressivement disparaître. Le verdissement de la PAC passe par un abandon progres-

2

UNE PAC PLUS VERTE

Une PAC verte doit promouvoir la rotation des cultures et ne pas soutenir les monocultures

sif mais rapide des pratiques agricoles polluantes, qui ne tiennent que grâce à l'utilisation massive d'énergies fossiles, de pesticides et d'antibiotiques.

Nous voulons une agriculture et une alimentation aussi bonne pour nous que pour la nature.



LES VERTS

AU PARLEMENT EUROPÉEN APPELLENT À:

UNE PAC JEUNE

3

Plus de 7 millions de paysans devraient disparaître au cours des 10 prochaines années.

C'est en ignorant les idées jeunes que les politiques vieillissent. Les jeunes ont disparu des zones agricoles et rurales poussés dehors par le dogme du productivisme, "grossir ou disparaître", qui a fini par vider les campagnes.

En Europe, 6% des agriculteurs ont moins de 35 ans alors que 80% ont plus de 55 ans. Si la PAC n'évolue pas, 7 millions de paysans vont disparaître au cours des 10 prochaines années faute de successeurs. Des villages qui meurent, sans commerces, sans écoles, sans soins médicaux, ne sont plus accueillants pour les familles y compris celles des agriculteurs les plus compétitifs.

Les décideurs politiques doivent se réveiller. La PAC doit rendre la vie en milieu rural plus attractive, non seulement pour les jeunes agriculteurs compétitifs mais également pour toutes les personnes désireuses de s'installer en agriculture. Elle doit soutenir la coopération entre les petits paysans, les communautés rurales, faciliter l'accès au foncier et à la formation à des pratiques agro-écologiques. De cette manière, la PAC développera des emplois attractifs qui redynamiseront la transformation locale et les circuits courts de commercialisation.

Ouvrir le métier de paysans à des personnes issues d'autres secteurs économiques doit devenir une priorité de la PAC qui ensemencera l'agriculture d'idées neuves tout en renforçant la solidarité entre les générations.



1

2

3

4

5

6



4

UNE PAC PLUS DÉMOCRATIQUE.

La PAC doit contribuer à renouer le lien entre citoyens et paysans et développer les chaînes locales d'alimentation

La PAC coûte 100 euros par an aux citoyens européens. Cela leur donne le droit de peser sur la manière dont leur argent est utilisé. Leur demande est claire : une alimentation saine et abordable, le bien-être animal, un environnement préservé.

Les paysans ne veulent pas vivre de subventions. Ils souhaitent percevoir un revenu équitable pour l'alimentation et les biens publics qu'ils produisent pour tous.

Une PAC démocratique doit trouver le juste équilibre : empêcher la spéculation sur les produits alimentaires

tout en permettant un fonctionnement des marchés qui offrent des prix équitables aux producteurs. La PAC doit permettre de rétablir les liens directs entre les producteurs et les consommateurs en soutenant la mise en place de chaînes alimentaires locales.

Plus transparente, la PAC doit permettre aux citoyens de mieux comprendre les enjeux des politiques mises en place, faire contrepoids aux lobbies de l'agro-business et peser efficacement sur les décideurs politiques.

LES VERTS

AU PARLEMENT EUROPÉEN APPELLENT À :

5

UNE PAC SAINES

Une bonne alimentation, c'est frais, aux goûts savoureux, sans résidus dangereux pour la santé

Santé publique et alimentation de qualité doivent être au cœur de la nouvelle PAC. Les politiques agricoles et alimentaires ne doivent plus être dictées par la loi du "produire plus" et "consommer plus".

Une alimentation de qualité doit être fraîche, goûteuse et sans résidus de pesticides dangereux pour la santé.

La dépendance actuelle des élevages hors-sol et industriels aux antibiotiques, que ce soit dans les aliments pour bétails ou dans les traitements vétérinaires est un danger pour la santé publique. La PAC doit mettre un terme à cette utilisation irrationnelle et dangereuse des antibiotiques en mettant en place des formations qui aideront les agriculteurs à travailler avec la nature et non plus contre elle.

Près de 40% des aliments produits finissent à la poubelle. La PAC doit arrêter ce gaspillage scandaleux et coûteux. Elle doit raccourcir les circuits de distribution et promouvoir une alimentation saine, équilibrée et de saison plutôt que de générer systématiquement des surplus.

La nouvelle PAC devra être plus simple, plus agromique, et moins coûteuse tout en produisant une alimentation saine, abondante et abordable pour les Européens.

Elle doit nous permettre de respecter à nouveau ce que nous produisons et ce que nous mangeons. Ceci ne sera possible qu'en s'appuyant sur la grande diversité des savoirs paysans et des goûts des consommateurs des pays de l'Union européenne.



1

2

3

4

5

6



6

UNE PAC PLUS SIMPLE

La PAC ne doit pas rendre plus compliquée la vie des paysans

“Encore plus de bureaucratie!” voilà le cri de ralliement de ceux qui ne veulent rien changer à la PAC.

La vérité est que de nombreux gouvernements ont laissé leurs propres administrations développer des procédures bureaucratiques inutilement contraignantes. Ces dernières se défont de leur responsabilité en accusant Bruxelles de rendre la vie impossible aux paysans.

La PAC ne doit pas devenir un casse tête pour les paysans, mais elle ne doit pas non plus laisser les agrimanagers et l'agro-industrie contourner les règles du bien-être animal, les mesures sanitaires et environnementales. Nous pouvons y arriver grâce à des contrôles mieux ciblés et plus efficaces, et des sanctions basées sur le principe du pollueur-payeur.

La PAC ne doit pas distribuer de l'argent public à des compagnies d'assurance pour réduire les risques de pertes de récolte ou de revenu. Elle doit, au contraire, appuyer l'amélioration par les paysans des pratiques de prévention contre les aléas naturels et les fluctuations des marchés.

Cela facilitera la vie des paysans qui adopteront des méthodes plus cohérentes au niveau agronomique tout en rendant plus compliquée celle des agriculteurs qui ne respectent pas les règles du jeu.



LA VIEILLE PAC EST MOURANTE; elle est injuste, polluante, sclérosée, opaque, malsaine et bureaucratique. Si elle n'est pas plus équitable, plus verte, plus jeune, plus démocratique, plus saine et plus simple, la nouvelle PAC ne servira à rien. Ne pas réformer la PAC porterait un grave préjudice à l'identité européenne et à la solidarité, tout en laissant les mains libres à des hommes politiques de plus en plus nationalistes.

A l'heure où les paysans et les consommateurs redécouvrent l'importance d'une alimentation saine et les valeurs de la solidarité, **LA RÉFORME DE LA PAC, C'EST MAINTENANT OU JAMAIS!**

Les Verts/ALE au
Parlement européen

60, rue Wiertz
1047 Bruxelles
Belgique

www.verts-ale.eu

